

l'humanité rouge



Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

Assises nationales
du RPR

Une politique
boiteuse

LES assises nationales du RPR se sont tenues samedi, à Paris, porte de Champerret. Cette manifestation, rassemblant quelque 20 000 militants du RPR, a reconduit Chirac comme président, fonction dans laquelle il s'est investi le 5 décembre 1976. Le plébiscite de Chirac, avec 97 % des voix, s'est assorti d'une approbation unanime des militants du RPR sur la ligne politique de Chirac. Théoriquement, ce type d'instance, les assises, doivent décider des grandes options du mouvement. D'échanges, de débats, il n'y en a pas eu. Du reste, personne ne s'y attendait. Dans les partis bourgeois comme le RPR, on suit le chef de file ou on va sur la touche, telle est l'alternative.

Les éventuels contestataires, comme Sanguinetti, comme Chaban-Delmas, ou bien les ministres du RPR du gouvernement étaient absents de ces assises nationales. Le seul qui ait osé applaudir à deux mains à la politique de Barre, Couve de Murville, a été copieusement hué, sifflé par l'assistance.

Donc, l'approbation massive fut le trait marquant de ces assises. Mais acquiescement de qui, sur quoi ? D'une politique boiteuse. Les béquilles du RPR s'appellent soutien et contestation au gouvernement de Giscard et c'est sûr que ces sœurs ennemies n'aident pas le RPR à avoir une démarche assurée !

Chiraquiens et giscardiens ont une entière identité de vue pour remettre en question le droit de manifestation et de grève des travailleurs. Druon a fortement attaqué ceux « qui paralysent le courrier et dissertent sur les 35 heures et, en même temps, cassent les vitrines ».

Les chiraquiens ne s'opposent pas à l'UDF en réclamant « une politique sociale plus juste » mais dénoncent « les parties négatives de la politique de Barre (sont) trop brutales et les parties positives trop étriquées » (!)

Par contre, la rupture apparaît dès lors que le RPR propose une troisième voie, planche de salut pour la France, en rejetant le « collectivisme » et « le libéralisme conservateur ». Le programme de cette troisième voie se fonde sur les objectifs suivants : croissance annuelle de 5 %, relance des investissements, planification démocratique, promotion des petites et moyennes entreprises.

Cassure aussi, bien évidemment, sur les élections européennes où le célèbre adage « Chacun pour soi » sera largement repris puisque le mode de scrutin ne permettra pas un éventuel report de voix. A ce propos, le slogan : « L'Europe dominée par les intérêts germano-américains » a été largement repris en même temps qu'était mise en accusation « la machine à laminer le gaullisme » mise en place par les giscardiens.

Mazeaud et Bord ont dénoncé à la tribune le complot UDF qui leur a fait passer sous le nez l'élection aux cantonales.

Le RPR se mord les doigts d'avoir soutenu Giscard aux présidentielles. Mais à l'époque c'était Giscard ou Mitterrand. Ils ont choisi Giscard. Maintenant, ils se sentent débordés sur leur droite, sur leur gauche ou sur leurs intérêts ?

Leur situation est on ne peut plus inconfortable, il leur reste seulement des pliants de camping parmi les sièges de la majorité.

Nathalie VILLOTIERS

Le grave accident nucléaire
de Three Mile

Carter s'émeut, mais un peu tard !

Impossible de le nier : de tels accidents peuvent
survenir ! Renforçons la lutte pour exiger et imposer
la sécurité dans les installations existant aussi en France

Voir page 3

Journées de solidarité
à Dunkerque, Denain, Longwy

Tous unis autour des sidérurgistes !



NOUS publions la plate-forme de participation aux journées des 29-30 avril et 13 mai, organisées par le PCML dans le Nord et dans l'Est sous le signe de la solidarité aux sidérurgistes et de l'unité de la classe ouvrière contre le chômage et les licenciements. Déjà, nos camarades du Nord et de l'Est se préparent à accueillir des délégations ouvrières de tout le pays ; déjà des militants ouvriers ayant participé à des luttes s'apprentent à échanger leurs expériences avec d'autres, à mieux connaître la condition et le combat des sidérurgistes. Notre journal se fera l'écho chaque jour de ces préparatifs.

Déjà, que nos camarades, que nos amis, nos lecteurs fassent connaître ces journées de solidarité, qu'ils sollicitent d'autres militants, d'autres compagnons de combat autour d'eux, qu'ils les invitent fraternellement. Vos avis, vos suggestions contribueront à leur succès !

L'appel ci-dessous sera disponible sous forme d'invitation dans quelques jours. Quant aux détails de l'organisation des trois journées, ils seront donnés dans notre quotidien chaque jour.

Voir page 3

Le Vietnam veut anéantir la résistance cambodgienne avant la saison des pluies

A LA fin du mois d'avril, dans les pays d'Asie du Sud-Est, va commencer la mousson, c'est-à-dire la saison des pluies. Cette saison sera un atout de plus pour la résistance cambodgienne à l'invasion vietnamienne. En effet, coupés de leur base d'approvisionnement à cause des inondations inévitables en cette saison, les occupants vietnamiens seront dans une position plus vulnérable tandis que les partisans qui opèrent sans avoir à déployer de grands moyens logistiques et dans un rayon d'action relativement restreint seront, eux, dans une position plus offensive.

Bien conscients de cette réalité dont ils avaient d'ailleurs tiré partie hier contre les Américains, les dirigeants vietnamiens tentent de prendre les devants, en réagissant exactement de la même manière que leurs agresseurs d'hier : c'est-à-dire en lançant avant l'arrivée des pluies, une « ultime offensive » pour tenter de liquider la résistance cambodgienne.

DES TROUPES FRAICHES

Pour réaliser cette opération, les occupants vietnamiens ont envoyé des troupes fraîches au Cambodge. On sait par exemple que trois divisions vietnamiennes ont pris position dans l'ouest du pays, en vue d'une « dernière » offensive de la saison sèche contre les unités régulières cambodgiennes qui ont leurs bases d'appui les plus solides dans les zones

montagneuses situées près de la frontière thaïlandaise. Une partie des renforts vietnamiens et du matériel a été amené sur le terrain par des avions soviétiques, notamment à Battambang où est situé le PC (poste de commandement) de l'opération. D'autres unités vietnamiennes ont été amenées à Siem Reap, au nord-ouest de Battambang et à proximité de l'île de Koh Kong, au sud-ouest du pays.

Vingt mille hommes de troupe, qui n'ont pas encore connu les rigueurs de la guerre, ont donc ainsi été rassemblés pour tenter de boucler la région ouest, là où la résistance cambodgienne est la plus forte et la mieux organisée. La bouclerie non seulement du reste du pays, mais aussi du monde extérieur et en particulier de la Thaïlande par où il est probable qu'une certaine partie des armes chinoises transitent.

DES SOLDATS LAOTIENS AU CAMBODGE

Un autre fait confirme tout à fait cette prévision d'une opération de liquidation de la résistance : trois bataillons d'infanterie lao appuyés par des chars amphibies soviétiques PT 76 ont franchi la frontière entre le Laos et le Cambodge pour appuyer l'offensive vietnamienne.

Ce fait nouveau est très grave ; en effet, c'est la première fois que l'armée du Laos met la main à la pâte et cela confirme la mainmise soviéto-vietnamienne sur ce pays.

Le franchissement de la frontière par des soldats laotiens est une conséquence du récent traité signé entre les fantoches installés à Phnom-Penh par les agresseurs vietnamiens et les dirigeants du Laos. Voilà ce que le Vietnam appelle la « solidarité spéciale » entre les trois pays indochinois : la liberté d'envahir un et de se faire aider par le troisième dans cette basse besogne !

Ripostant à cette nouvelle invasion, les patriotes cambodgiens ont appelé les peuples de ces pays à se serrer les coudes pour jeter dehors l'envahisseur vietnamien.

Claude LIRIA



A la campagne comme à la ville, le problème du logement et du manque d'équipements sociaux et sanitaires est crucial.

ESPAGNE

Les premières élections municipales depuis 48 ans

Une campagne commune des marxistes-léninistes

MARDI 3 avril se dérouleront en Espagne de nouvelles élections. Cette fois, il s'agit des municipales, les premières depuis 1931. Renforcé par les élections législatives du mois de mars dernier, le parti gouvernemental, l'UCD, espère limiter au maximum la prise de municipalités de gauche, notamment dans les grandes agglomérations. Les marxistes-léninistes ont mené une campagne électorale commune ce qui leur vaut les foudres du PCE.

Les élections municipales de 1931, qui avaient montré une forte poussée de la gauche, avaient eu pour conséquence la chute de la monarchie (le roi Alphonse XIII) et l'avènement de la République. Puis en 1936, c'est le début de la rébellion de Franco qui prend le pouvoir sur l'ensemble du pays en 1939. Depuis lors, tous les maires des villes et villages ont été nommés par Franco. C'est dire l'importance de ces élections.

Le gouvernement a tout fait, par le biais de diverses manœuvres pour retarder au maximum l'échéance de ces élections. Cependant, il est d'ores et déjà évident que la gauche va remporter des succès dans des grandes villes, Barcelone, Bilbao, Séville, etc.

Quant à Madrid, la municipalité sera l'objet d'une rude bataille. Il n'est pas impossible que ce soit le PSOE qui l'emporte. Il a présenté à cette occasion une personnalité très renommée et reconnue. Pourtant selon un récent sondage, l'UCD obtiendrait 30 conseillers et la gauche 29. Quoi qu'il en soit, la confrontation sera serrée. La « coalition démocratique », représentant la droite réactionnaire, ne se présente même pas, appelant tous ses électeurs habituels à voter d'emblée pour l'UCD afin d'améliorer les chances de ce dernier. Sans doute avec de belles promesses en contrepartie. Tous les partis ne se présentent pas partout loin de là

Ainsi, seuls quatre partis se présentent dans plus de 20% des municipalités : l'UCD, le PSOE, le PCE, l'ORT, ce qui leur donne le droit à trois programmes de télévision.

Dans bien des communes, l'UCD se présente seul, c'est le cas notamment dans des petites communes de campagne.

UNE CAMPAGNE COMMUNE POUR LES MARXISTES-LÉNINISTES

Les deux partis espagnols se réclamant du marxisme-léninisme, l'ORT et le PTE qui doivent tenir leur congrès d'unification le premier mai prochain, mènent une campagne commune pour ces élections. Chaque parti dirige la liste dans la ville où il est le mieux placé. Ainsi à Madrid, c'est l'ORT qui représentera les marxistes-léninistes, alors qu'à Barcelone, ce sera le PTE.

Cette unité fait grincer bien des dents et surtout celles des dirigeants du PCE. C'est bien sûr lui qui a la plus à craindre de cette unité qui permet aux marxistes-léninistes de se présenter comme une alternative suffisamment forte à gauche du PCE.

Il ne se passe pas une journée sans que le PCE n'attaque l'ORT ou le PTE, soit lors d'un meeting ou par le biais de son organe central, *El Mundo obrero*. Le niveau des attaques est, c'est le moins qu'on puisse

se dire, assez bas. Carrillo a qualifié, lors d'une réunion de militants du PCE à Madrid, l'unité des marxistes-léninistes comme un « fait scandaleux ». En public, le PCE demande d'un ton paternel à l'ORT et au PTE de se retirer de la compétition, qu'ils n'ont rien de mieux à faire, etc. Rien de moins de ça !

Une telle amertume de la part du PCE s'explique aisément : les forces conjuguées des deux partis marxistes-léninistes sont capables sinon de l'ébranler du moins de réduire son influence dans la classe ouvrière. Concrètement, dans l'immédiat, cela sous-entend pour le PCE le risque d'avoir un poste de moins au conseil municipal de Madrid. Selon divers quotidiens espagnols, il apparaît probable que la liste de l'ORT obtienne suffisamment pour avoir un représentant au conseil municipal de Madrid.

La candidate des marxistes-léninistes dans la capitale est Paquita Sauquillo. Une « avocate ouvrière », c'est-à-dire une avocate dont le travail unique est servir les travailleurs dans leurs actions en justice contre les patrons, contre toutes les exactions dont ils sont victimes.

C'est aussi une militante très connue dans les associations d'habitants de quartier. Elle a dirigé bien des luttes sur ce secteur.

Les marxistes-léninistes se sont présentés aux municipales avec un programme bien défini abordant les points concrets de la vie dans les villes et villages. Il faut souligner à ce propos que dans ce domaine peut-être plus que dans tout autre, l'Espagne connaît bien des retards si l'on compare par rapport à notre pays : manque considérable d'écoles, d'hôpitaux, de tout ce qui a trait au domaine sanitaire et social.

Evelyn LE GUEN

Répression syndicale en URSS Sur la sellette au BIT

SUITE à une plainte déposée en mai dernier par plusieurs organisations syndicales internationales, le conseil d'administration du Bureau international du travail a siégé mercredi 28 mars sur la question de la répression contre les syndicalistes en URSS. Le BIT a décidé de demander à Moscou des explications sur « l'arrestation ou l'internement des fondateurs et membres de l'association des Syndicats libres des travailleurs d'Union soviétique », organisation syndicale ouvrière, créée par un ancien mineur, Vladimir Klebanov.

Klebanov qui fut mineur pendant 16 ans dans une mine de charbon a été arrêté le 7 février 1978, la nuit, dans une station de métro à Moscou. Il est depuis interné comme fou à l'hôpital psychiatrique d'Onetsk. D'autres responsables du syndicat, Valentin Poplavski, ouvrier d'usine, Gabriel Yankov, manutentionnaire, sont actuellement emprisonnés.

Cette répression n'avait cependant pas empêché 110 travailleurs dont 52 femmes de demander leur adhésion au syndicat.

Face à cette accusation argumentée, le délégué soviétique du BIT n'a pu ré-

pondre que par des menaces et des injures.

Selon lui, les syndiqués ne seraient pas des travailleurs, mais des « dévoyés », et des « parasites », et des « gens condamnés par les tribunaux pour faux, parjure et tentative de séduction de jeunes étudiantes » et même (preuve suprême) parmi eux figurerait « une femme âgée de 80 ans et illettrée qui était entrée, il y a plusieurs années, en conflit avec son mari au sujet d'une question d'appartement. Son mari étant mort, elle dispose maintenant de l'appartement tout entier... ».

Les étudiants arabes dénoncent à Paris l'accord égypto-israélien

LES représentants des organisations d'étudiants arabes en France se sont réunis au siège de la Ligue arabe à Paris pour adopter une motion commune condamnant violemment l'accord signé à Washington entre Carter, Sadate et Begin et exprimer leur refus catégorique de cet accord. Cette motion a été signée par les organisations suivantes : UNEI (Irak), UNEM (Maroc - Fédération d'Europe occidentale), GUPS (Union générale des étudiants palestiniens), Union de la jeunesse socialiste du Yémen, Union générale des étudiants de la République arabe lybienne, UNES (Syrie), UGEJ (Jordanie), Union de la jeunesse algérienne, Ligue des UGEJ (Jordanie), Union de la jeunesse algérienne, Ligue des étudiants égyptiens.

Amitié

ON a implicitement reconnu de source vietnamienne jeudi la présence de navires de guerre soviétiques et leur utilisation de l'ancienne base américaine de Cam Ranh. « Entre pays amis, explique-t-on, il est normal que l'un soit autorisé à utiliser les ports de l'autre ».

C'est aussi au nom de cette amitié que les chars soviétiques furent autorisés à utiliser les grands boulevards de Prague...

S.F.

DANS L'ACTUALITE

CENTRALE NUCLEAIRE DE THREE MILE

Un nuage radioactif s'est formé au cœur de la centrale

CINQ jours après le début de l'accident à la centrale nucléaire de Three Mile aux Etats-Unis, rien n'est résolu. Le danger est constitué par une bulle ou un nuage de différents gaz tels l'hydrogène, le krypton, le xénon mélangés à de l'iode 33. Cette bulle est coincée sous le chapeau du réacteur qui est lui-même enfermé sous un dôme de béton. Tous les produits qui la composent sont évidemment radioactifs. Le danger est encore accru en raison de la présence d'oxygène dont le mélange avec l'hydrogène, dans certaines proportions et conditions, est explosif. La proportion d'oxygène, dans le nuage radioactif, est de 2 à 3%. Il suffirait qu'elle atteigne 5% pour que l'explosion se produise. Il ne s'agirait pas d'une explosion atomique, en principe impossible dans une centrale nucléaire. Le danger de l'explosion résiderait dans la libération qu'elle provoquerait du nuage radioactif dans l'atmosphère et de la projection hors de l'enceinte de la centrale de matériaux radioactifs : béton, acier, eau, gaz, tubulures, etc.

Le problème est de résorber cette bulle de gaz, problème très délicat, semble-t-il. Plusieurs solutions existent qui comportent toutes un risque. Celle qui est utilisée depuis mercredi consiste à injecter de l'eau dans le réacteur afin d'en refroidir le cœur. En même temps, les techniciens essaient de résorber le nuage radioactif.

TRACES RADIOACTIVES DANS L'EAU DE REFROIDISSEMENT

Autre préoccupation : la chaleur à l'intérieur du réacteur. Durant le week-end, elle est restée relativement basse : de l'ordre de 200 degrés. Autre élément d'inquiétude sérieuse : l'eau de refroidissement du réacteur tend à devenir radioactive. Samedi dernier, des traces de césium 137 et de strontium 90 qui sont des poisons radioactifs très dangereux ont été détectées.

POPULATION : ELLE RESTE EXPOSEE

Les femmes enceintes et les enfants en bas âge ont été évacués et installés dans un stade à plusieurs kilomètres de la centrale. Il a également fallu déménager d'urgence 300 vieillards d'une maison de retraite que son personnel avait précipitamment abandonnée. Quant à la population d'Harrisburg, ville la plus proche de la centrale, elle est soumise, au gré des informations contradictoires qui lui parviennent, à une véritable douche écossaise.

Il est certain qu'en cas d'explosion dans le réacteur de la centrale, elle ne serait en rien à l'abri du danger de contamination qui en résulterait.

Henri MAZERAU

Des accidents pas si rares...

D'APRES les calculs des spécialistes un accident comme celui de Three Mile a une probabilité infime de se produire. Et pourtant... les accidents ne manquent pas, bien que l'utilisation de l'énergie nucléaire (qu'il ne s'agit pas de remettre en cause) ne fasse que commencer. L'accident de Three mile est un accident grave qui peut avoir des conséquences dramatiques au point qu'une évacuation de plusieurs milliers de personnes est envisagée par les pouvoirs publics américains. D'autres accidents graves ont déjà eu lieu aux Etats-Unis et en URSS ainsi qu'en France.

En France plusieurs accidents ont eu lieu également qu'on ne peut taxer de grave bien que la limite entre ce qui est grave et ce qui ne l'est pas soit difficile à établir. L'accident le plus important est sans doute celui qui s'est produit le 1er juillet 1977 à Pierrefitte à l'usine Gomurhex. Ce jour-là, 7,6 tonnes de hexafluorure d'uranium se sont répandues au dessus des villes de Pierrelatte et Bollène, Lapalud, Lamotte du Rhône, Mondragon et Pont-St-Esprit. Sur les 6 000 personnes qui travaillaient dans les environs, seuls 380 d'entre elles ont subi un examen. Neuf ont été sérieusement contaminées. Il s'agit donc d'un accident très sérieux. Un type d'accident peu spectaculaire mais néanmoins très sérieux est le

risque de contamination des nappes d'eau sous jacentes. Cela est déjà arrivé à Chooz dans les Ardennes où une centrale nucléaire est installée depuis 1967. Des rejets radioactifs même faibles provoquent à la longue une radioactivité importante par le phénomène de concentration biologique. Ceci a été prouvé à Chooz par des mesures de radioactivité sur l'eau, les boues, les algues et les poissons de la Meuse. En 1977, une nappe phréatique a été contaminée à Grenoble.

La réalisation du programme nucléaire du gouvernement ne pourra qu'accroître les risques de contamination et d'accident. Un tel programme prévoit l'installation de 17 nouvelles centrales qui s'ajouteraient

(Suite à la page 4)

A DUNKERQUE, DENAIN, LONGWY JOURNEES DE SOLIDARITE

Tous unis autour des sidérurgistes

« Du travail pour tous ! », c'est l'exigence légitime au cœur de tous les ouvriers, de tous les travailleurs de notre pays.

Ces derniers mois, le capital et Giscard-Barre mènent une attaque en règle contre la classe ouvrière : licenciements par milliers et par milliers, hier, aujourd'hui et dans les semaines qui viennent, qui jettent au chômage un nombre d'hommes et de femmes sans précédent depuis la guerre, attaque contre la sécurité sociale, les quarante heures, le droit de grève et de manifestation... C'est un mauvais coup monté de longue date par les possédants de ce pays et leurs hommes au pouvoir pour plus de profits encore, pour gonfler leurs comptes en banque et se « placer »

avantageusement sur le marché international.

C'est une attaque d'ensemble, c'est une attaque de grande ampleur.

La classe ouvrière y fait face avec colère et avec courage, mais aussi terriblement divisée. Jamais ses rangs n'ont été si dispersés, isolés et inégaux ; jamais ses coups n'ont été tant portés à contre-temps.

La division, c'est une arme du capital qui oppose, dans ses attaques, chômeurs et actifs, femmes et hommes, jeunes et vieux, immigrés et français, intérimaires et titulaires qui frappe plus telle région ou telle branche que telle autre.

L'unité, c'est l'arme de la classe ouvrière, elle est l'œuvre des ouvriers eux-mêmes et se conquiert dans la lutte contre le capital, en surmontant les différends, les malentendus, les divisions.

Pas un seul licenciement ! Du travail pour tous !

« Du travail pour tous ! Pas un seul licenciement ! ». Les capitalistes prétendent « redéployer » leur appareil économique, c'est leur affaire. Ceux qui n'ont que leurs bras pour vivre, pour faire vivre leur

famille, se battent pour un emploi. « Du travail pour tous ! Pas un seul licenciement ! », c'est le mot d'ordre qui nous unit, c'est l'objectif qui nous rassemble aujourd'hui.

Denain, Longwy, Dunkerque, solidarité !

« Denain, Longwy, Dunkerque, solidarité ! Tous unis autour des sidérurgistes ! »

Les licenciements massifs des sidérurgistes du Nord et de l'Est sont une attaque contre l'ensemble de la classe ouvrière ; ceux qui sont menacés à Denain et à Longwy ont besoin de la solidarité de ceux qui travaillent à Dunkerque et à Fos, ils ont besoin de la solidarité de tous les ouvriers et de tous les travailleurs !

Pour surmonter les divisions créées par le capital, réalisons dans l'action « L'unité des chômeurs et des actifs ! », unissons toutes les énergies, tous les efforts, tous les combats.

- « Pour un emploi pour tous les jeunes à la sortie de l'école ! »
- « Pour l'emploi des femmes ! »
- « Pour l'embauche définitive des intérimaires, la titularisation des auxiliaires ! »

Contre les mesures gouvernementales qui expulsent les travailleurs immigrés, affirmons par des actes que :

« Travailleurs immigrés et travailleurs français sont

une seule classe ouvrière ! »

« Contre la répression, défendons nos droits et nos libertés démocratiques, le droit de grève, le droit de manifestation ! » que Giscard-Barre remettent en cause pour tenter de réduire la résistance de la classe ouvrière à leur offensive.

« Unissons-nous avec les classes ouvrières d'Europe ! » que frappent durement elles aussi les attaques de leurs patronats et de leurs gouvernements respectifs !

Forger l'unité des ouvriers dans l'action, contre le chômage, nécessite de briser l'isolement, de multiplier les échanges d'idées et les informations, de mettre en commun l'expérience des succès et des échecs, de confronter les formes et les tactiques des luttes engagées.

Il faut se rencontrer, discuter ensemble !

Il faut envisager ensemble comment s'épauler mutuellement, comment développer la solidarité aux sidérurgistes, à tous les travailleurs licenciés, à tous les chômeurs, comment contribuer à cela dans nos syndicats, dans l'action quotidienne.

29, 30 avril et 13 mai

Journées ouvrières de la solidarité

C'est pour apporter sa pierre à cette immense tâche de solidarité et d'unité, que le Parti communiste marxiste-léniniste vous invite, vous, sections syndicales, vous, militants syndicalistes, vous, camarades ouvriers à exprimer la solidarité aux sidérurgistes du Nord et de l'Est et à participer aux « Journées ou-

vières de solidarité » des 29-30 avril et 13 mai, qu'il organise à Dunkerque, Denain et Longwy.

Nous vous proposons de former des délégations ouvrières pour ces journées et d'envoyer vos témoignages et vos points de vue à notre quotidien *L'Humanité rouge*.

Secrétariat du comité central du PCML. Le 2 avril 1979

AU JOUR LE JOUR





GUINGAMP

(Suite de la page 3)

aux sept existant déjà. Certaines seront implantées dans des endroits à population nombreuse. C'est le cas du Pellerin (Nantes), de Graveline (Dunkerque), de Cattenom (Thionville), Creys-Malville (Lyon), Nogent-sur-Seine. Certaines d'entre elles seront construites au dessus de nappes phréatiques comme c'est le cas pour la centrale de Nogent-sur-Seine. Il est évident que tout accident, fuite, explosion, auraient dans ces conditions des conséquences qu'il est difficile d'évaluer mais qui peuvent être très graves.

Bien qu'étant en progrès, l'énergie atomique doit être menée avec d'énormes précautions. Elle exige que la sécurité soit assurée au maximum tant pour les travailleurs de l'atome que pour les populations avoisinantes. Elle exige de longues études expérimentales qui seules peuvent conférer toute la maîtrise nécessaire pour garantir la sécurité. Toutes choses que ne permet pas la politique nucléaire de la bourgeoisie et qui ne pourront être obtenues que par la lutte des travailleurs du nucléaire et de la population.

H.M.

Le maire de Chooz sequestré.

A Chooz, dans les Ardennes, où une centrale nucléaire est installée depuis 1967, des habitants de la commune, en particulier des femmes, ont retenu le maire pendant plusieurs heures. Les manifestants exigeaient des garanties concernant la sécurité et le fonctionnement de la centrale.

50 000 manifestants en Allemagne

A Hanovre en Allemagne de l'ouest, 50 000 personnes ont manifesté samedi dernier contre l'installation d'une usine de stockage et de traitement des déchets radioactifs dans le canton de Gorleben en Basse Saxe.

L'AOIP : coopérative ouvrière

Un beau rêve qui finit en cauchemar

L'AOIP est actuellement la plus importante coopérative ouvrière de production en France. Il nous a semblé intéressant de se pencher quelques instants sur son histoire et sur son mode de fonctionnement.

Y. Dagorn : L'AOIP c'est l'association des ouvriers en instruments de précision. Ce nom indique une origine différente. Au départ, il n'y a pas un patron, il y a... des ouvriers.

R : L'AOIP a été créée en 1896 par des militants de la CGT, qui, elle, venait juste d'être créée en 1895. Ils étaient 7 au départ et fabriquaient des appareils photographiques. En 1908 ils sont 50, en 1918, ils sont 400. 1939 : l'atelier est devenu une usine de 700 personnes.

Tout ce qui deviendra les conquêtes sociales des travailleurs est appliqué à l'AOIP avant même que la loi ne l'impose : dès 1905, on ne fait que huit heures à l'AOIP ; l'horaire à la carte, c'est 1907 ; la retraite intégrale est versée dès 1917. Et pour les congés payés, il n'a pas fallu attendre 1936 : en 1925, c'était appliqué par la coopérative.

Jusqu'en 1948, l'AOIP coopérative était vraiment différente des autres boîtes capitalistes. Différente à tel point qu'il y avait un salaire-unique pour tout le monde ! Mais attention : les égaux c'étaient un peu une élite car l'AOIP n'embauchait pas n'importe qui. Elle n'embauchait en particulier aucune femme !

Y. D. : 1948 : les premières lézardes dans ce bel édifice...

R : A cette date, l'AOIP s'est trouvée en cessation de paiement. Pour survivre, il fallait que la boîte devienne compétitive : on était en

plein dans la période de reconstruction. Une des conditions posées par le gouvernement pour la renflouer, c'était qu'elle fasse appel à l'aide extérieure. Des ingénieurs-conseils ont été imposés avec pour objectif de mettre de l'ordre dans la boîte, pour la mettre sur de nouveaux rails.

Quand les ingénieurs sont arrivés (avant les ingénieurs fuyaient l'AOIP, ça ne payait pas !) ils ont rétabli l'équilibre de la boîte, mais à quel prix ! Rétablissement de la hiérarchie, fin de l'égalité des salaires. Les structures se sont peu à peu calquées sur la structure des boîtes capitalistes. L'un des ingénieurs de 1948, Duguet, est resté : il est devenu directeur !

Y. D. : En théorie c'est toujours une coopérative ouvrière, il y a encore des sociétaires, je crois.

R : Toute personne travaillant à l'AOIP peut devenir sociétaire, en laissant 4 ou 5% de son salaire tous les mois. Mais c'est sur volontariat : à l'assemblée des sociétaires, chaque année, on élit les nouveaux sociétaires.

A Guingamp, sur 1 280 personnes qui bossent à l'usine, il y a environ 270 sociétaires. Les sociétaires versent de l'argent, cet argent n'est récupérable qu'au bout de 20 ou 25 ans de sociétariat, c'est-à-dire pratiquement lorsqu'ils partent en retraite. Mais il n'est remboursé... que dans la mesure où la coopérative à des fonds pour payer. Ils sont créanciers... mais pas créanciers privilégiés. Si la boîte coulait, ils seraient remboursés en dernier lieu. Vu la situation actuelle, ils ont de grandes chances de perdre leur capital. Encore heureux qu'ils ne soient pas solidaires des pertes !

Y. D. : Une belle histoire qui se transforme en drame, en somme. Etre sociétaire, ça procure des droits ?

R : Le droit de participer aux bénéfices (s'il y en

a) en fonction de l'importance des parts sociales que les sociétaires ont souscrit. Le droit aussi de participer à la gestion de l'entreprise : les sociétaires élisent un conseil d'administration qui « normalement » dirige l'entreprise. J'ai dit « normalement », dans les faits c'est la direction qui commande et elle est complètement coupée de la coopérative et directement opposée aux aspirations et aux revendications des ouvriers qui y travaillent.

Salaires au rendement, patron intouchable, bientôt des licenciements. On est bien loin du petit atelier du début, installé comme exprès rue Charles Fourier. Le socialisme utopique de la fin du siècle dernier qui croyait pouvoir créer des « îlots de communisme » dans le monde de la barbarie capitaliste a finalement accouché d'une entreprise qui n'a rien à envier à ses semblables.

Aujourd'hui l'AOIP emploie 4 700 personnes. Partie de la fabrication de matériel photographique, elle s'est tournée vers la téléphonie. Dans les années 1960, le secteur a grandi à tout vitesse. Appuyée par l'Etat, l'AOIP a eu sa place au soleil dans le marché des centraux téléphoniques : elle fournissait environ 11 % des commandes PTT. Une place, mais une toute petite place à l'ombre des géants Thomson, CGE et ITT.

La fée n'était donc qu'un vampire. Le rêve finit en cauchemar. Mais les travailleurs sont éveillés et ne sont pas prêts à se laisser étrangler.

PREVUE de longue date, la journée régionale d'action de la téléphonie et de l'électronique s'est déroulée jeudi 29 mars à Lannion (Côtes-du-Nord). Lannion, capitale de l'électronique en Bretagne (5 000 emplois). Lannion : la ville où est implantée LTT, la plus importante usine de téléphonie de la région, 1 500 ouvrières. Des délégations importantes ont convergé l'après-midi vers cette ville. Après le meeting une manifestation de 5 000 personnes a parcouru les rues.

Temps pluvieux. Venues de toute la Bretagne, des centaines de voitures individuelles, des cars se rassemblent à quelques pas du Leguer. Par petits groupes, on monte par les rues étroites. Aujourd'hui les magasins ont fermé leurs portes. Pas toujours de très bon cœur, pas toujours en solidarité : le commissaire y a parfois été de ses bons conseils, laissant planer la menace d'hypothétiques autonomes. Prunic a éteint ses lumières pour faire mine d'être fermé... Mais la porte est ouverte à qui veut la pousser.

Certaines délégations ont déjà formé le cortège pour se rendre au meeting : tels les ouvriers et ouvrières d'Ericsson-Brest : banderoles et drapeaux rouges au vent, ils avancent en chantant les chansons qu'ils ont composées dans l'usine oc-

cupée, pendant les nuits de garde. La combativité est intacte à Ericsson : la lutte continue et gare au patron s'il lui venait la mauvaise idée de revenir sur ce qu'il a signé il y a deux jours.

On entre dans la salle. Presque une surprise : la salle omnisport de Lannion est bourrée presque à craquer. Pas si souvent qu'il y a une telle affluence et une telle ambiance. Les calicots flamboient sous les néons, des banderoles de toutes les couleurs et de tous les coins : l'AOIP de Guingamp et de Morlaix, d'Ericsson et de Thomson de Brest, la CGCT de Rennes, LTT et LMT de Lannion mais aussi la CIT-Alcatel, la FAT, la TRT et le CNET. Au-delà même de la téléphonie, c'est toute l'électronique qui est représentée : la solidarité commence à jouer dans la branche toute entière. Sont présentes aussi quelques sections de communaux en lutte, une délégation de pompiers en « culs et casques ».

Labour E Breizh Evit An Holl Vretoned : du travail en Bretagne pour tous les Bretons. Voilà pourquoi on est là. A LTT-Lannion, l'horaire est réduit à 32 heures depuis le début de l'année. A l'AOIP, la direction compte aussi réduire à 32 heures à partir du 2 avril (pour 795 personnes à Guingamp). A

(Suite à la page 5)

TELEPHONIE

Labour E Breizh
Evit An Holl Vretoned :
Du travail
en Bretagne pour tous les Bretons

**5 000
à
Lannion**

Quelques chiffres

La téléphonie, c'est en France 90 000 travailleurs. Ils sont principalement regroupés dans la région parisienne (42 000) et en Bretagne (15 000). En région parisienne sont concentrés presque tous les centres d'études, de recherche. En province (en Bretagne entre autres), c'est presque uniquement des centres de fabrication et de production. Sur les 90 000 travailleurs de la téléphonie, 20 000 suppressions d'emploi sont prévues d'ici 1983. Les pouvoirs publics ont déjà précisé certaines étapes : 6 000 suppressions d'emploi pour la fin 1979, 10 800 suppressions d'ici 1981. Ces licenciements risquent d'intervenir principalement dans les centres de fabrication : 5 000 suppressions d'emploi en Bretagne.

POLITIQUE ET SOCIAL

(Suite de la page 4)

Eriasson, certaines travailleuses sont encore à 24 heures. Toutes ces réductions sont les premiers maillons d'une chaîne qui conduit tout droit aux licenciements. Mais on ne va pas se laisser faire !

Meeting, puis manifestation. Les premiers sortis, les maires, les conseillers généraux, les députés. Ils sortent l'écharpe de leur poche, ils s'apprennent dignement. Ses voisins aident François Leizour, député du PCF, à passer son ruban tricolore : ils bombent le torse, s'alignent en rang d'oignons, presque en tête de manifestation. Tout s'est passé comme à l'exercice. Une ouvrière a assisté à la mise en scène : « Ah, ils sont beaux, ils sont beaux nos élus ! ».

Dans le long cortège, un groupe particulièrement dynamique : l'AOIP de Guingamp. Il y a tout juste une semaine, les gendarmes sont venus les vider à coup de crosses de leur usine occupée. L'intervention des flics, loin de briser la lutte l'a au contraire affermie. Le jour où les flics sont venus, une manifestation de 1 500 personnes a parcouru les rues de Guingamp. Aujourd'hui à Lannion, c'est encore contre les brutalités policières qu'elles protestent. Des slogans contre la répression sont lancés en continu. La veille, cédant à leurs exigences, la direction générale AOIP est venue négocier à Saint-Brieuc. Elles ont obtenu la garantie de l'emploi jusqu'en octobre, ce qui est loin d'être suffisant à leurs yeux.

La manifestation se termine un peu en queue de poisson. Chacun remonte dans les cars. Les ouvrières de différentes boîtes ont-elles eu vraiment l'occasion de se rencontrer, d'échanger leurs expériences de lutte ? Malheureusement non.

Qu'est devenu le forum qui était initialement prévu ? Où sont passés les stands où chaque usine aurait dû présenter ses perspectives ? Envoyées ? C'est, à notre avis un peu dommage. On peut regretter que les directions syndicales n'aient pas tout fait pour favoriser concrètement cette solidarité, qui existe en germe et qui ne demande qu'à se développer... Pourvu qu'on lui en donne les moyens.

Le fait que ce rassemblement se soit tenu est un premier acquis. Ce sera encore mieux la prochaine fois.

Yannick DAGORN

Déclaration du Comité de parti régional Bretagne du PCML

Diffusé à Lannion lors de la journée régionale

Travailleurs, travailleuses de l'électronique et de la téléphonie.

Il faut le constater : toute la branche est aujourd'hui touchée. Dans les composants électroniques, mais surtout dans la téléphonie, dans la région parisienne et surtout dans l'Ouest : ici, on licencie, on ferme des ateliers, des usines entières, on accroît le chômage dans des régions où l'électronique avait été présentée comme l'industrie d'avenir. Dans certaines usines, les patrons profitant de la transformation des techniques et des postes, baissent les salaires, accroissent les rendements, aggravent les conditions de travail. Face à ces attaques, la seule voie, c'est la résistance ouvrière. Il est urgent d'organiser la riposte, de donner un coup d'arrêt aux patrons des trusts Thomson et ITT, aux patrons « coopérateurs » de l'AOIP. Il est urgent de donner un coup d'arrêt aux plans de chômage de Monory-Barre, aux plans de restructuration de Norbert Ségard. Il est urgent de renforcer l'action syndicale, de développer autour de ceux qui sont en lutte la solidarité la plus large.

Assez de divisions, assez de fausses promesses ! Aujourd'hui, il faut s'unir, il faut agir. Il ne s'agit vraiment pas maintenant de savoir quel est le parti de gauche qui fera le meilleur score aux européennes ou qui sera candidat aux présidentielles. Hier, Rocard, Mitterrand, Marchais disaient ensemble que la solution c'était les élections. Aujourd'hui, après leur faillite de mars 1978, ils sont en désaccord, mais ils ont de nouveaux plans de sauvetage : « Concertations » disent les uns, « Nationalisations ! » réclament les autres. Tout cela ne fait que semer la division, l'illusion. Pendant ce temps-là, les patrons se croient tout permis et ce sont les travailleurs qui paient la casse !

Le Parti communiste marxiste-léniniste appelle les travailleurs à s'opposer à chaque licenciement, à exiger un emploi pour tous. Pour cela, les syndicats doivent être un solide outil entre nos mains et non l'endroit où se répercutent les nouvelles disputes des partis.

Aucune lutte n'est facile ni gagnée d'avance. C'est seulement en créant le rapport de force basé sur l'unité de lutte que la victoire est possible. Comme à Ericsson-Brest, où les travailleurs ont pu négocier, forts de leur unité et de la solidarité que leur lutte rencontrait.

— Ne laissons pas dans l'isolement des camarades frappés par des licenciements : lutte pour l'emploi, lutte pour de meilleurs salaires, c'est le même combat !

— Ne laissons pas la bourgeoisie nous frapper un à un : électronique, téléphonie, chantiers navals, sidérurgie, unité d'action ouvrière !

— Les députés et notables sont toujours forts en belles paroles. Le vrai soutien c'est la solidarité populaire. Ouvriers et employés, paysannerie laborieuse, jeunes solidarité !

Le 29 mars 1979.



Grève administrative à l'hôpital de Montreuil

Conférence de presse

JEUUDI 29 mars, l'intersyndicale CGT, CFDT et FO des hospitaliers de Montreuil ont appelé à une conférence de presse : ils voulaient faire le point de la grève que mène le personnel de l'hôpital intercommunal de Montreuil depuis neuf jours. Une grève qui frappe fort mais qui rencontre bien des difficultés.

La grève a démarré parce que la direction a décidé en février de supprimer une prime dite « de contagion » à certaines catégories de personnel qui l'avaient gagnée en faisant grève. Cette restriction était une première application des mesures Veil sur la santé. Le début d'application du plan d'austérité.

Ensuite, d'autres revendications se sont dégagées de la première assemblée générale : augmentation des effectifs (11 postes créés sur 150 demandés), en tenant compte des remplacements pour les départs en congés, maternité, etc. et titularisation des auxiliaires, paiement des voyages pour le personnel des DOM-TOM qui partent en congés.

LA GREVE DU PAIEMENT

Les travailleurs de l'hôpital appliquent une forme de grève très particulière et qui demande une grande solidarité du personnel : en effet, les hospitaliers travaillent normalement, mais les salons qui permettent à l'hôpital de se faire payer par la Sécurité sociale ne sont pas remplis et sont remis à l'intersyndicale. Ainsi, les soins sont gratuits. Les consultations à l'hôpital aussi. Cette forme de grève est donc très efficace (elle a déjà été employée en 1975) mais elle repose principalement sur un très petit nombre de travailleuses : celles qui sont chargées de l'encaissement. Aussi faut-il autour d'elles une forte solidarité contre les pressions de la direction qui a fait circuler des notes de service aux surveillantes pour avoir des noms.

METTRE EN PLACE LA

DEMOCRATIE

Pour que cette solidarité ait toute sa force, il faut une bonne démocratie dans la grève, autre difficulté pour l'intersyndicale, car les 900 personnes qui travaillent à l'hôpital n'y sont jamais ensemble : horaires multiples, repos, congés... C'est pourquoi la démocratie s'exerce en deux temps : les assemblées générales qui rassemblent le maximum de personnes présentes (autour de 250) et des réunions par service, établies sur deux jours.

Mardi 27, pour la première fois, le conseil d'administration acceptait de recevoir l'intersyndicale et de discuter des revendications. Rien de bien concret si ce n'est une promesse d'intervention auprès du ministre sur les revendications du personnel (prime de contagion en particulier), mais un grand encouragement pour les travailleurs qui ont décidé de reconduire la grève (215 pour à l'assemblée générale sur les 438 personnes consultées en réunions de secteur).

LA QUESTION CLÉ DE LA COORDINATION

Pour les hospitaliers de Montreuil, comme pour ceux de la région parisienne, la question clé reste celle de la coordination : une coordination qui a bien du mal à se mettre en place. Dans le département de Seine-Saint-Denis, une intersyndicale s'est réunie lundi dans la santé et a demandé une réunion départementale avec la DASS. L'unification se fait en demandant l'égalisation des avantages acquis par le haut : par exemple, à Montreuil, le personnel a obtenu 5 jours de congés supplémentaires et il s'agit maintenant d'étendre cet avantage aux autres

hôpitaux. A Saint-Denis, ce sont les soins gratuits pour les auxiliaires qui sont acquis et qui sont réclamés par les autres hôpitaux du 93.

C'est encore plus difficile pour la région parisienne où pourtant plusieurs luttes se déroulent, dans le Val-de-Marne et dans l'Essonne, ainsi que la grève dans les hôpitaux de l'Assistance publique à Paris des manipulateurs radio.

LE SOUTIEN LE PLUS LARGE POSSIBLE

L'objectif, c'est aussi d'avoir l'appui des malades et des usagers de l'hôpital. Une pétition a circulé le 23 mars parmi les visiteurs et la journée du 30 était une journée de popularisation auprès de la population de Montreuil. De nombreux panneaux dans tout l'hôpital expliquent la grève tant au personnel qu'aux malades. « Le vendredi 23 mars, une délégation de mineurs de fer de Lorraine est venue à l'assemblée générale : nous remplaçons notre lutte dans celle générale de l'emploi » dit le responsable CGT.

... LE MAIRE : « ARRÊTEZ LA GREVE ».

... Puis la manifestation est partie à la mairie... L'inévitable question sur le rôle de la municipalité de Montreuil est posée : position bien difficile pour le maire PCF qui se retrouve président du conseil d'administration. Il est jusqu'à présent resté dans son rôle de patron, un patron qui n'hésite pas à mettre en cause le droit de grève : « Arrêtez la grève administrative, c'est une action irresponsable » a-t-il demandé à plusieurs reprises aux organisations syndicales.

La semaine officielle d'action de la santé, du 2 au 7 avril, permettra-t-elle d'impulser une coordination réelle ? En attendant, une première négociation a lieu à l'hôpital de Montreuil, lundi.

Claire MASSON

L'avenir d'une famille contre quatre croissants

LE 19 mars, au centre commercial d'Hérouville Saint-Clair (agglomération caennaise), Carrefour licencie Patrick Grimm « vu en train de manger quatre croissants d'un paquet ouvert trouvé au rayon libre », croissants destinés à la poubelle comme des tonnes d'autres produits. La direction lui impose de signer une déposition où il reconnaît avoir volé. Depuis le 22 mars, Patrick fait la grève de la faim, soutenu par la CFDT-commerce, l'association du quartier Duval, Dubois (où est situé Carrefour), la CSCV et de nombreux consommateurs.

La municipalité d'Union de la gauche avait commencé par lui accorder un local, cédé par la convention par Carrefour pour les informations municipales. Mais, vendredi, condamné par le tribunal des référés saisi par la direction, la municipalité demande à Patrick et aux syndicats de quitter ce local.

Samedi matin, les huissiers constatent que la CFDT en est partie. Les consommateurs occupent le stand municipal, disant que c'est une condition indispensable au maintien de la lutte.

Samedi 24 : rassemblement des consommateurs demandant la réintégration. Carrefour, à midi, descend ses grilles, obligeant tous les commerçants de la galerie à fermer. 19 employés de Carrefour débrayent, mise à pied : 3 jours. Le personnel de la boulangerie, ayant dévoilé le gaspillage énorme quotidien : mise à pied de trois jours. FO, main dans la main avec la direction, mobilise pour le licenciement des délégués CFDT. Le personnel organise vendredi une occupation de la mairie. Samedi 31, 2 000 personnes se sont rassemblées devant Carrefour à l'appel des syndicats et des associations de consomma-

teurs. De nombreuses boîtes de l'agglomération caennaise étaient représentées (Saviem, SNM, Siemens, les communaux, etc).

Après les prises de paroles, les syndicats donnent l'ordre de la dislocation. Mais à l'appel de l'association Duval et Dubois, les 2 000 personnes entrent dans le magasin.

Face aux videurs engagés par Carrefour, laissant un passage pour les clients, la foule de travailleurs réclame d'une seule voix la réintégration de Patrick, rejointe par des consommateurs de plus en plus nombreux. Sous les ovations, Patrick sort de la direction. La direction lui propose un poste au même salaire sans les avantages acquis, dans une autre entreprise à l'autre bout de la France. Il continue la lutte.

Qui vole ? Les employés ou les patrons ? Patrick qui mange des croissants destinés à être jetés ou Carrefour qui facture à son « aimable clientèle » des tonnes de produits déconditionnés, jetés frais, ou Carrefour qui, à coups de millions, utilise le personnel pour sa publicité « Indices des économies », placardant partout la photo des vendeurs avec la mention « Monsieur Untel est soucieux de vos économies » ou Carrefour qui, soucieux de ses économies, pratique des contrats d'embauche à durée limitée (20 h) n'hésitant pas pour cela à licencier des anciens comme Patrick (deux ans de boîte) ? Soutenir Patrick, c'est soutenir tous les travailleurs en lutte contre les licenciements, pour un emploi pour tous !

Envoyez des messages de solidarité à CFDT-Commerce, UL-CFDT Caen ou à Patrick, Union des consommateurs Duval et Dubois, Ecole Duval - 14200 - Hérouville-Saint-Clair.

Point de vue de lecteurs sur le quotidien

Principaux aspects positifs :

- Informations qu'on n'a pas ailleurs (littes, victoire). International.
- Articles pas trop longs.
- Lettres des lecteurs soulevant des questions en donnant des arguments nouveaux.
- Interviews de syndicalistes.
- Points d'histoire (comme sur l'avant-guerre).
- Plus vivant qu'auparavant, colle mieux à la réalité de l'actualité.
- Echos des entreprises et des quartiers : c'est surtout important pour ceux qui sont concernés. Ils peuvent utiliser le journal autour d'eux et le diffuser plus facilement.
- La présentation est assez bonne : photos et textes en alternance.
- Les dossiers de la dernière page.
- Il apparaît vraiment comme l'organe central de notre parti. Nous pouvons y lire les déclarations de

notre comité central ou notre secrétaire général...
- Les témoignages sur le racisme et autres problèmes touchant la classe ouvrière.

Les principales critiques :
- Photos les mêmes reviennent trois ou quatre fois (cf : cadavres érythréens, conseillers soviétiques au Vietnam...)

- On tape souvent sur les syndicats pour le principe.

- On n'apporte pas grand-chose : « affaire à suivre ».

- On fait illusion : « meetings nombreux et enthousiastes », pas toujours vrai.

- Rubrique télévision trop didactique (regardez ceci et pas cela).

- Critique de films ou de livres assez sectaires (film intéressants mais... pas communiste égale mauvais).

Il manque la vie quotidienne des gens : exemple, la santé, ce n'est pas que les lutte dans les hôpitaux.

- Trop de baratin vague contre Barre : l'article doit donner des armes claires pour convaincre les travailleurs qui font encore confiance à la droite. Il faut des faits divers concrets. La solution de donner des tonnes de chiffres (comme sur la restructuration de la sidérurgie) n'est sûrement pas convaincante pour les lecteurs non concernés (professionnellement ou géographiquement). Mais il est exact que là est tout le problème de l'articulation entre un journal national et un journal qui présente des reportages sur les régions.

- Les erreurs d'impression (coquilles, textes manquant ou répétés ou pas à leur place).

Propositions :
- Les améliorations sont

nettes mais il reste malgré tout la phraséologie et le vocabulaire qui ne sont pas toujours à la portée des travailleurs

- Il faudrait traiter le courrier des lecteurs quotidiennement (si c'est possible) c'est une rubrique très intéressante et pleine de bonnes idées pour la souscription par exemple.

- Certains articles sont trop longs. Exemple la sidérurgie c'est sûrement nécessaire actuellement mais plus d'une page par jour c'est un peu trop (il vaudrait peut-être mieux un article long par semaine et chaque jour un résumé des actions ou événements quotidiens).

- Dans le No du 10-11 février 1979 - page 7, l'Essonne en quelques chiffres : les chiffres sont écrits en lettres ce qui rend la compréhension particulièrement compliquée.

Nous sommes d'accord avec nombre de points de cette lettre. Nous la publions en espérant qu'elle va inciter d'autres lecteurs à apporter leur point de vue. Nous demandons à notre correspondant de donner des exemples à l'appui de certaines critiques comme « on tape trop sur les syndicats », « critique de films sectaires » qui nous surprennent.

Les dessins de Sylvestre

1) Les dessins de Sylvestre : ils sont une arme très importante pour les militants. Souvent inclus dans nos tracts, ils permettent de les rendre plus attrayants. Parfois, ils permettent de résumer clairement et agréablement une information (par exemple : le dessin du No 1 055

du 21 mars résume très bien les nouvelles mesures de Stoléro). Je pense donc qu'il faudrait peut-être mettre ces dessins plus en valeur, moins les écraser, les rendre plus clairs : simplement en leur octroyant quelques millimètres supplémentaires en hauteur et largeur. Nous sommes encore faibles sur le front culturel, il faut mettre en valeur nos réussites.

2) Bravo pour l'apparition systématique de paragraphes courts, en gros caractères, introduisant les articles et les résumant. Cela permet au lecteur pressé de sélectionner ce qu'il veut survoler ou approfondir. De plus, ces introductions d'articles peuvent nous fournir la matière pour rédiger pour nos tracts, des textes courts et clairs.

Un camarade

Les articles sur la sidérurgie

Hayange un sidérurgiste :

Sur la sidérurgie, il manque du concret. Quelques remarques :

Ne pourrait-on pas faire des articles techniques sur la marche des installations d'une usine (agglomérat, hauts-fourneaux, cockerie, aciérie) et montrer les incidences sur les conditions de travail des ouvriers. Le manque de temps ne me permet pas de le faire. Mais beaucoup ne se rendent pas compte de ce qu'est une installation, que ce soit d'ailleurs dans la sidérurgie ou ailleurs (navale, métallurgie, etc.)

« Quelques modestes témoignages sur le racisme tel qu'il est vécu par les gens »

JE vous écris pour vous rapporter quelques modestes témoignages sur le racisme tel qu'il est vécu par les gens et, en particulier, entre Arabes et Français. Nous habitons, en effet, ma femme et moi, une cité HLM où réside également une importante communauté d'origine algérienne, rapatriée à la fin de la guerre d'Algérie et maintenant naturalisée française.

L'autre jour, nous entendons des cris de plus en plus forts dans le couloir, à tel point que l'on sonne à notre porte. Une femme française, Mme X... entre précipitamment, apeurée, en pleurs, à la recherche d'un secours. Elle dit qu'elle est poursuivie et qu'on lui a donné des coups de bâton. Elle est, en effet, poursuivie par une femme algérienne, Mme Y... Nous écoutons la colère de celle-ci, la peur de l'autre, nous essayons de calmer les choses. Malgré les difficultés d'expression de l'Algérienne, nous comprenons qu'elle a eu des réflexions de la part de la Française qui ne lui ont pas plu et qui l'ont mise en colère. Il y a eu des problèmes à l'école où son fils (3 ans) a été battu par la fille de Mme X (5 ans). Elle rappelle que

cette dernière avait déjà accusé, il y a quelque temps, les Arabes d'être responsables des saletés lorsqu'il en traîne parfois dans l'ascenseur. Elle part.

Mme X, reste très choquée par la vive réaction de Mme Y, et, à ses pleurs, s'ajoutent ceux de ses enfants, certainement traumatisés par ce qu'ils ont vu, avec tout ce que cela suppose de racisme antiarabe, qui s'est inoculé pour l'avenir dans leurs petites têtes. Nous constatons chez cette jeune femme du peuple quelques phrases dites tout naturellement, en toute bonne foi : « Je ne veux pas causer à ces gens-là, tout d'abord, je ne comprends pas ce qu'ils disent... C'est mon mari qui parle avec eux lorsqu'il y a des problèmes, et puis si on ne peut même plus être tranquilles chez soi ». (Ici, dans le sens de la France).

Après avoir retrouvé ses esprits, elle s'en va en plaisantant sur les Arabes : « Ça se voit que c'est Ramadan, ils ont faim, ils nous sautent dessus ».

Une remarque importante : elle nous a affirmé qu'une autre Algérienne du bâtiment lui a volé son parapluie, il y a quelque temps.

Puis, nous sommes allés

voir Mme Y, chez elle. Elle nous a expliqué qu'elle avait demandé poliment à Mme X, de bien vouloir dire à sa fille de ne pas battre son petit à l'école. La Française lui a répondu qu'elle ne causait pas aux Arabes. Puis elle a fini par lui dire que si elle n'était pas contente, elle n'avait qu'à retourner dans son pays. Ce à quoi Mme Y, a répondu qu'elle était Française et qu'elle avait les mêmes droits qu'elle. Et puis le ton est monté et les coups sont partis...

REMARQUE : Nous avons passé cette correspondance car elle illustre l'une des divisions au sein du peuple parmi les plus répandues, les plus profondes et les plus graves de conséquences : les idées racistes.

Si elles prennent, c'est qu'il y a des différences réelles : différences de couleur, de langue, de coutumes de religion, de mode de vie, etc. entre les immigrés et les travailleurs français. La correspondance illustre bien par exemple le barrage qu'est la différence de langue. Parce que ces différences jouent dans la vie courantes, elles peuvent nous choquer, voire dans certains cas déranger les Français. Surtout il existe du fait du passé impérialiste

et colonialiste de notre pays un certain nombre d'idées méprisantes à l'égard des travailleurs immigrés, de leurs coutumes, de leur langue, de leur religion, idées qui sont très souvent dans la tête des travailleurs français. Il faudrait inciter les travailleurs français à reconnaître aux immigrés le droit à leur langue, à leur religion, à les aider à s'adapter à la vie de chez nous dans le respect de leurs coutumes et idées. Bien au contraire toute une propagande vise à entretenir et susciter rejet et racisme.

L'attitude de notre correspondant consistant à essayer de résoudre les choses à l'amiable dans la compréhension réciproque, etc. et en particulier à faire respecter la dignité de la femme immigrée est la seule attitude juste car elle va dans le sens de la solidarité et de l'unité entre Français et immigrés.

Certes le problème se pose ici à toute petite échelle dans la banalité quotidienne. Et pourtant même à ce niveau l'unité Français-immigrés doit être une préoccupation de première importance. C'est une préoccupation qu'illustre cette correspondance et c'est ce qui fait son prix.

H.M.

Abonnez-vous à l'Humanité rouge quotidien révolutionnaire des travailleurs

Spaggiari arrêté

MESRINE s'est évadé. Par contre, Spaggiari, auteur du célèbre casse de Nice, n'en avait pas encore eu l'occasion, faute d'avoir été arrêté. D'aucuns prétendaient qu'il devait son impunité à ses liens avec des personnes proches du pouvoir. On annonce de bonne source qu'il vient d'être arrêté le 1er avril. Un cinglant démenti pour les mauvaises langues, a déclaré Bonnet, ministre de l'Intérieur.



Histoire Barrebarre

RIEN ne pourra modifier le plan de licenciements dans la sidérurgie, a annoncé Barre. Mais cet homme est moins dur qu'il n'y paraît. Regardez bien. Ici, il ne peut s'empêcher de verser une larme sur le sort qu'il veut réserver aux sidérurgistes.



L'Elysée proteste contre les lenteurs de l'administration

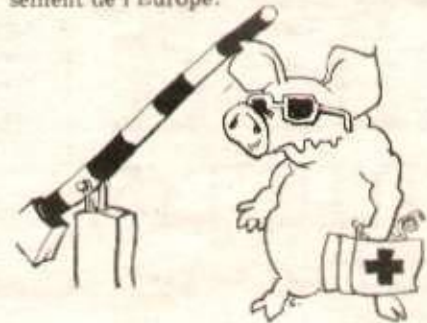
LE 24 août 1940, un journal québécois déclarait, à propos d'une organisation appelée « Jeune Front » : « Son chef, Robert Hersant, a déclaré qu'on allait pourchasser tous les juifs

et les francs-maçons parce qu'ils sont responsables de la désorganisation de la France ».

L'Elysée a adressé une vigoureuse protestation contre les lenteurs de l'administration. Giscard n'attend, en effet, que de recevoir cette information pour faire enquêter sur le passé de Hersant.

Boucs émissaires

UN éminent responsable du PCF a fait sur les ondes une troublante révélation. La fièvre aphteuse aurait été introduite en France par un « porc importé ». Nos voisins allemands ont eu un coup au cœur. Mais, pour une fois, ce ne sont pas eux les coupables. La bête incriminée viendrait des pays méditerranéens. Chirac veut en faire le cheval de bataille de sa campagne contre l'élargissement de l'Europe.



Les déshabillés du 23 mars

ON a beaucoup parlé des fameux policiers en civil, les « déshabillés » du 23 mars qui ont joué les casseurs au côté des CRS. Bien sûr, du côté du pouvoir on dément. Et pourtant, voici l'un de ces personnages pris sur le vif.



Giscard : «Je ne serai pas le Poulidor de l'Europe»

GISCARD avait annoncé son intention de voir la France rattraper le peloton de tête des nations industrialisées. Agacé par les attaques de ceux qui donnent le cœur Schmidt comme maillot jaune, il a réitéré sa déclaration ajoutant : « Je ne serais pas le Poulidor de l'Europe ».



Farce et attrape

IL manquait un gadget au livre de Giscard d'Estaing « Démocratie française ». Voici cette lacune réparée.



Rectificatif

NOS lecteurs se sont aperçus, c'est plus que probable, que nous avons publié ces échos avec deux jours de retard. Sans attendre un courrier vengeur, nous préférons prendre les devants et nous excuser à l'avance, une fois n'est pas coutume, de cette regrettable erreur. Comme dit un vieux dicton français : « Nous tâcherons de faire mieux la prochaine fois ».

SAINT-BRIEUC

Le directeur du Joint-Français séquestré

Intervention des CRS pour le libérer

De notre correspondant à Saint-Brieuc

UNE semaine juste après la séquestration du directeur de l'AOIP à Guingamp, les travailleurs du Joint-Français ont retenu, de 17 heures jeudi soir à 4 heures vendredi matin, le nouveau patron du Joint-Français à Saint-Brieuc.

On sait que depuis plus

d'un an, la CGE, propriétaire du Joint-Français mène une politique de rentabilisation de l'entreprise aux dépens des travailleurs. Cela a commencé par la liquidation des temporaires, les mises à la retraite anticipée, les réductions d'horaires. Aujourd'hui, comme nous l'avons annoncé, la direction a décidé le licenciement de 114 personnes. Des actions et des débrayages, assez peu suivis à vrai dire, ont eu

lieu ces dernières semaines contre les licenciements.

Mais ce ne sont pas les licenciements qui ont motivé directement la séquestration, mais plutôt le grignotage des salaires qui n'ont pas été augmentés depuis octobre et que la direction refuse de revoir avant que l'inspection du travail ne se prononce sur les licenciements. Alors que la direction restait intransigeante sur la fixation d'une date de négociation

avant l'annonce effective des licenciements, le préfet, par contre, faisait intervenir pour la deuxième fois en une semaine dans les Côtes-du-Nord les CRS.

A noter également pour Saint-Brieuc le débrayage suivi à 90 % par les travailleurs de Sambre-et-Meuse pour des augmentations de salaire et l'arrêt des mutations qui font perdre une part importante de salaire aux ouvriers touchés par cet éclatement.

APPEL DE L'ADMINISTRATION

En raison des faibles règlements qui nous sont parvenus au mois de février et de mars et des échéances auxquelles nous avons à faire face, nous lançons un appel pressant aux camarades des régions et sections pour qu'ils nous fassent parvenir leurs règlements le plus rapidement possible.

LA COURNEUVE (région parisienne)

Meeting de soutien à Sonolor
Le 4 avril à l'usine occupée

Les licenciements ont été refusés par l'inspection du travail. Le 27 mars, le tribunal des référés a désigné un médiateur. En prévision d'une expulsion des travailleuses par les flics, une sirène a été mise en place pour avertir la population de la ville.

CLERMONT-FERRAND

94 licenciements à SMG (Société métallurgique de Gerzat), 69 licenciements à Mont-Louis.
Comment gagner contre les licenciements ?

Réunion-débat à Gerzat, jeudi 5 avril, foyer des personnes âgées, rue S. Charrier, avec un camarade responsable CGT des Tanneries du Puy.
Partageons nos expériences, unissons nos luttes.
Réunion-débat organisée par la cellule G. Monmousseau SMG-Gerzat du PCML

RODEZ

Information Kampuchea démocratique

organisée par le PCML, mercredi 4 avril de 16 h 30 à 24 h. Salle de la mairie à Rodez.
16 h 30 : table de presse, expositions.
17 h : projection de films cambodgiens.
20 h 30 : interventions
- De membres du Comité des patriotes kampuchéens en France ;
- De Camille Granot, qui a participé à la délégation française reçue au Kampuchea démocratique.
Projection de diapositives - Débat.

LYON

Soutien à la lutte de Victor Grobois et de tous les travailleurs des DOM.

Meeting mercredi 4 avril à 20 heures, mairie du 6e, métro Massena (Lyon). Organisé par le RTA (regroupement des travailleurs antillais), l'ADEAG (l'Association des étudiants antillo-guyanais), l'UD-CFDT et soutenu par l'UGEAG (Union générale des étudiants antillo-guyanais), le GRS (Groupe révolution socialiste Antilles), la FEANF, le CTA (Comité des travailleurs algériens), l'UGTSF (Union générale des travailleurs sénégalais en France), le PSU, CCA, LCR, JCR, OCT, PCRml, PCML.

N'oubliez pas de joindre une feuille explicative à tous vos règlements.
N'écrivez pas au dos des chèques !

Sur vos lettres adressées à L'Humanité Rouge, n'oubliez pas de mentionner : rédaction ou administration

Prenez contact avec le Parti communiste marxiste-léniniste

NOM
PRÉNOM
Lieu de travail
Adresse
Code postal

(A retourner à la boîte postale de l'Humanité rouge).

l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet
Rédacteur en chef : Jean Quercy
Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson
Front ouvrier : Gilles Carpentier - International : Annie Brunel
L'Humanité rouge - Pour toute correspondance :
BP : 61 75861 Paris cédex 18
CCP : 30 226-72 D La Source
Tel : 205-51-10 (répondeur) ;

Directeur de publication : André Druenne
Commission paritaire N° 57 952
Distribution NMPP
Imprimerie La Nouvelle
Dépot légal 1er trimestre 1979

L'URSS est minée par une multitude de contradictions qui demeurent sans solution. Telle est la vérité, et elle menace sérieusement le pouvoir de la nouvelle bourgeoisie russe.

Sur le plan démographique, des études récentes (1) ont montré que les nationalités non-russes se développaient plus vite que la nationalité russe. Les Russes ne constituent plus qu'à peine la moitié de la population de l'URSS. Les autres peuples non-russes vont-ils se laisser opprimer longtemps par un pouvoir russe, alors qu'ils sont en majorité absolue ? N'y a-t-il pas là une source d'éclatement d'un empire qui est devenu une nouvelle « prison des peuples » ?

SUR LE PLAN ÉCONOMIQUE

Sur le plan économique, on constate que le rythme de développement a beaucoup régressé depuis quelques années. Rien que pour les dernières années, alors que le plan quinquennal (1976-1980) prévoyait une croissance de la production industrielle annuelle de 6,3%, elle n'a été, en 1977, que de 5,7%, et en 1978, de 4,8%. Pour les trois premières années du plan (1976-1977-1978), la croissance moyenne a été de 5,1% — soit 1,2% de moins que prévu. La production agricole a augmenté de 3% en 1977 (au lieu de 7,7% prévus) et de 4% en 1978. Et ce sont là les statistiques officielles (2)...

Pourquoi ce ralentissement du taux d'accroissement de la production ? Sans entrer dans le détail, on peut noter une difficulté essentielle de l'économie soviétique : les moyens de production sont relativement arriérés (par rapport à l'Occident), et les responsables économiques soviétiques n'arrivent pas à mettre entièrement à leur profit la technologie occidentale à laquelle ils font massivement appel ; ils ont un gros retard dans le montage des équipements modernes qu'ils reçoivent. Ceci a sans doute plusieurs causes : le fait que c'est l'industrie de guerre qui absorbe l'essentiel de l'effort économique, la centralisation bureaucratique du système, etc.

A court terme, cela n'a pas de conséquences dramatiques ; à long terme, cela recèle des germes de crise économique pas seulement conjoncturelle, mais structurelle.

Sur le plan social, les grèves des dernières années font apparaître un refus croissant par la classe ouvrière des conditions de vie et de travail auxquelles les contraignent les nouveaux bourgeois.

SUR LE PLAN IDÉOLOGIQUE

Sur le plan idéologique, si l'idéologie officielle reste le marxisme-léninisme, celui-ci est tellement vidé de son contenu scientifique, progressiste et révolutionnaire qu'il devient, dans la bouche des dirigeants, une phraseologie creuse et grotesque.

Les dirigeants tchécoslovaques du Printemps de Prague comme Zdenek Mlynar, qui ont eu l'occasion de rencontrer Brejnev et les autres dirigeants soviétiques ont rapporté qu'ils avaient été effrayés par leur misère idéologique. Voilà qui ne peut plus guère mobiliser les masses ! Des enquêtes officielles révèlent que parmi les moins de 30 ans, 0% des femmes et 1% des hommes discutent habituellement de politique avec leurs amis (3).

Or, actuellement, les dirigeants donnent à leur phraseologie « marxiste » un contenu de plus en plus chauvin, raciste (contre le « péril jaune », contre les juifs) et militariste qui renoue avec le chauvinisme grand-russe des anciens tsars.

Sur le plan politique, les



Défilé de troupes à Moscou.

L'URSS AUJOURD'HUI (5)

La crise : quelles perspectives ?

L 1er Mai, chaque année, un grand défilé militaire a lieu sur la place Rouge à Moscou. Des bataillons entiers, avec les armes les plus sophistiquées, défilent devant le Bureau politique du Parti, qui se présente dans une unité monolithique aux côtés du Secrétaire général Léonide Brejnev. Vision impressionnante d'une puissance invincible et sans fissure ?

Ne restons pas à écarquiller les yeux devant la façade du régime — allons voir un peu en profondeur.

différentes fractions de la nouvelle bourgeoisie russe finissent tellement à leurs privilèges que, de fait, elles s'opposent à des réformes qui pourraient atténuer les tensions... mais risqueraient aussi de bouleverser leurs privilèges.

UNE DIRECTION VIEILLIE

Parmi les plus hauts dirigeants du Parti, plusieurs, dont Brejnev, ont dépassé 70 ans, et le problème de la succession est d'ores et déjà posé. Déjà, on a pu distinguer au moins deux fractions au sein de la direction suprême : une fraction dite « réaliste », avec notamment Kossyguine (Président du conseil des ministres), soucieux, peut-être de la gravité de la crise interne de l'URSS, et une fraction dite « dure », représentée par Ponomarev (secrétaire s'occupant des relations internationales), Andropov (président du

KGB) et Oustinov (ministre de la Défense) qui pencherait pour une politique ultra-répressive à l'intérieur et ultra-agressive à l'extérieur.

LA MOYENNE D'ÂGE DES DIRIGEANTS SUPRÊMES EST DE 69 ANS

Inévitablement, la mort de Brejnev, qui a 72 ans, entraînera des remous au sein de la direction. Il faudra combler la place qu'il occupe depuis maintenant quinze ans.

Or, l'expérience de la Tchécoslovaquie en 1968 indique que des modifications mineures au sein des organismes dirigeants (ce fut à l'époque le remplacement de Novotny par Dubcek) peuvent entraîner des bouleversements politiques majeurs en situation de crise. Dans quel sens penchera le rapport de forces au sein de la direction soviétique, une fois Brejnev disparu ?

Nous ne sommes pas Madame Soleil et nous ne lisons pas dans le marc de café. Mais nous pouvons faire plusieurs constatations.

DES DISSIDENTS DANS LES MILIEUX DIRIGEANTS

1) Le phénomène de la dissidence n'est pas limité à des milieux extérieurs au pouvoir. En 1975, le KGB a découvert un groupe oppositionnel dans les plus hautes sphères du pouvoir. Il comprenait des rédacteurs de revues très officielles (Pravda, Problèmes de la paix et du socialisme, etc.) Les membres de ce groupe se posaient des questions sur le rôle de la police et sur l'appréciation officielle du « Printemps de Prague » (4). De quelle ampleur est cette dissidence dans les milieux du pouvoir ? Quel est l'impact de ses idées ? Serait-elle à même de jouer un rôle en cas de crise politique ?

LE POIDS DU KGB

2) A l'inverse, on constate une montée du KGB dans les organes de l'appareil d'Etat. Le KGB joue le rôle de garant suprême de l'ordre établi — en même temps que l'armée. Zemtsov (5) signale qu'en Azerbaïdjan, 1983 collaborateurs du KGB ont été mutés dans l'administration en moins de quatre ans, et qu'ils ont occupé entre autres les postes de premier secrétaire du Parti, de Président du conseil des ministres, de Président du Soviet suprême, etc. N'est-ce pas une éventualité que ces deux organes de l'Etat — KGB et armée — profitent de la crise actuelle de l'URSS pour renforcer leur pouvoir de dictature fasciste à l'intérieur et belliciste à l'extérieur ?

DILEMMES EXTERIEURS

3) Sur le plan extérieur, il est certain que l'URSS a marqué des points ces dernières années dans sa rivalité avec les USA pour l'hégémonie mondiale — ne serait-ce qu'au Vietnam, en Afghanistan, en Ethiopie, etc. Mais son entreprise hégémonique se heurte à de sérieux obstacles, dont deux sont majeurs :

— Son retard technologique. Pour le combler, elle a besoin de l'Europe occidentale capitaliste. Mais celle-ci s'inquiète de plus en plus que la technologie qu'elle lui livre n'a pour principale contre-partie que de nouvelles demandes de crédits occidentaux par l'URSS. L'ONU elle-même s'est inquiétée de l'endettement.

— L'opposition des peuples. Déjà, en plusieurs pays, l'URSS a été largement démasquée comme puissance impérialiste et pillieuse ; ses « conseillers » se sont fait mettre à la porte de plusieurs pays comme l'Égypte, le Soudan, la Somalie, etc. Dans ce courant grandissant de résistance à l'hégémonisme soviétique, la Chine joue un rôle incontestable qui entrave les plans soviétiques.

Les dirigeants soviétiques ne vont-ils pas être tentés, pour avancer plus vite vers le but hégémonique — et pour reléguer au second plan les contradictions internes — de déclencher quelque aventure militaire d'envergure ? Jusqu'à présent, l'URSS s'est contentée de s'engager là où les risques pour elle étaient limités (Tchécoslovaquie, Vietnam, etc.). Pourtant, on sait qu'ils ont déjà pensé à se lancer dans des aventures militaires agressives, notamment contre la Chine : Brejnev en avait parlé à Kissinger, l'ancien bras droit de Nixon. Et ils y avaient renoncé car cela leur avait paru trop risqué, à l'époque. Mais certains, à la direction soviétique, ne rêvent-ils pas de prendre plus de risques ?

L'EXPERIENCE HISTORIQUE

Plus d'une fois dans l'histoire, on a vu une puissance réactionnaire minée par les contradictions internes et externes se lancer dans une fuite en avant, c'est-à-dire dans la guerre. L'expérience de l'impérialisme hitlérien ne doit pas être oubliée — ni comment les puissances occidentales l'ont laissé agir, ni ce qui en a résulté pour les peuples, ni comment il a fini.

Jean SCHUBERT

FIN

Notes : (1) Cf. H. Carrière-d'Encausse, *L'Empire éclaté*, 1978.
(2) Statistiques officielles citées dans *L'Europe de l'Est et l'URSS en 1977* (édité par la Documentation française) et *Le Monde*.
(3) Cité par la Documentation française - Série URSS.
(4) Cité par les Cahiers du Samizdat, Cf. B. Morand, *L'URSS des profondeurs*, 1978.
(5) *La Corruption en URSS*, Seuil 1976.